

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**Correspondance :**  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

**Versements :**  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

**Abonnements :**  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F  
« programme communiste »  
1 an, pli ouvert : 40 F  
1 an, pli fermé : 60 F

**16<sup>e</sup> ANNEE - N° 273**  
**LE NUMERO : 2 FF**  
**20 FB - 1 FS**  
**23 sept. au 6 oct.**

## L'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption

Ouvert au son des litanies démocratiques sur la paix, la « fin de la peur » et la « satisfaction des besoins », l'après-guerre n'avait pu donner au monde que l'« équilibre de la terreur » : un arsenal de super-bombes accrochées à la ceinture des deux superpuissances,

Telle est la perspective que la crise économique mondiale détermine dans les rapports entre les Etats et les rapports internes aux Etats : la société bourgeoise montre une fois de plus qu'elle ne peut en offrir une autre. Tel est le bilan des derniers événements internationaux.

En Extrême-Orient la signature récente du « traité de paix » entre la Chine et le Japon dirigé contre l'URSS, illustre, comme nous l'avons déjà montré précédemment (1), l'aggravation des rivalités interimpérialistes dans cette région du monde. Aux termes de ce traité le Japon, déjà premier partenaire commercial de la Chine, verra s'ouvrir plus largement encore les portes du marché chinois; et celui-ci accueillera une bonne partie des investissements japonais destinés à l'origine à la Sibérie. De plus, la Chine recevra des armes et des capitaux.

Moins de deux ans après la mort de Mao et le début de la campagne contre la « bande des quatre », ce qui se passe en Chine confirme donc ce que nous avons toujours dit, à savoir qu'une fois achevée la phase d'accumulation primitive du capital et la période du « comptons sur nos propres forces », ce pays se lancerait dans une industrialisation accélérée et

s'ouvrirait au marché mondial, à sa technologie avancée, à ses offres de capitaux.

Pékin est devenu le but d'innombrables missions commerciales; Hua Kuo-feng et Teng Tsiao-ping sont attirés comme par un aimant dans ces pays où la révolution bourgeoise est à peine achevée ou sur le point de se réaliser, et passent de là dans le champ magnétique plus élevé et plus lucratif des vieilles puissances impérialistes expérimentées. Aucun scrupule idéologique ne les freine et les foudres du Kremlin ne les arrêtent pas.

Encourageant ouvertement les poussées centrifuges dans le bloc soviétique, Hua Kuo-feng peut donner l'accolade à Ceausescu sans tenir compte des aspirations de ce dernier au rôle de réconciliateur entre Pékin et Moscou. Il peut passer allégrement l'éponge sur les anciennes accusations de révisionnisme lancées contre Tito et offrir son appui au groupe des pays « non alignés » aux yeux desquels la Chine se présente à la fois comme un modèle et un disciple.

L'URSS est sur la défensive : il en fallut beaucoup moins en 68 sur le plan de la politique internationale pour motiver l'invasion de la Tchécoslovaquie. Hua Kuo-feng a achevé sa première tournée à l'étranger à Téhéran : qu'importent les

le reste du monde plus ou moins prostré à leurs pieds. Ce qui en est resté, c'est encore la terreur, mais démultipliée : l'équilibre s'est désormais brisé et éclate tous les jours davantage en de violents déséquilibres.

### DANS CE NUMERO

- L'organisation du Parti dans les usines (2).
- « Rentrée sociale » : des partenaires en or...
- Organisations immédiates et Parti politique.
- Nicaragua.

émeutes et la répression qui ensanglantent le pays? Du haut de sa montagne de cadavres, le chah veille sur le Golfe Persique et sur l'Océan Indien. L'Iran est bourré d'armes et de pétrodollars. Au diable les lubies idéologiques! Il s'agit de tirer profit — avec les intérêts — du petit livre rouge de feu le président Mao. La formule « les ennemis de mes ennemis sont mes amis » n'est pas une thèse philosophique; c'est un principe de la Realpolitik. Assisterons-nous bientôt à une visite chinoise au « second monde »,

(Suite page 2.)

(1) Voir Le Prolétaire n° 272.

## L'impérialisme français au Sahara

Il n'est plus besoin de s'attarder sur le rôle de l'impérialisme français dans le partage du Sahara occidental et dans son annexion par les forces maroco-mauritaniennes. Déjà, au plus fort de la crise entre Paris et Alger en 1977, la France exerça des pressions sur la Mauritanie pour l'obliger à remettre en vigueur l'accord militaire qui la liait à elle jusqu'en 1973. On se souvient en effet que du temps où elle flirtait encore avec Alger, la Mauritanie est allée jusqu'à dénoncer cet accord qu'elle n'hésita pas à qualifier de « survivance de l'ère coloniale », à quitter la zone franc en créant sa monnaie nationale, l'ouguiya, et à nationaliser les mines de fer de Zouérate.

D'ailleurs, l'entrée en guerre de la Mauritanie est survenue juste après le voyage à Paris du chef de l'Etat mauritanien en novembre 1975 et la monarchie marocaine n'aurait pu se permettre d'annexer le Sahara occidental si elle n'avait eu la garantie du soutien de Washington et de Paris. La position de « neutralité » qu'affichait Paris s'est désormais transformée purement et simplement en une intervention directe après l'affaire de Zouérate, même si l'impérialisme français a caché hypocritement la défense acharnée de ses intérêts économiques et stratégiques sous le couvert de la sauvegarde de ses ressortissants et de l'action « humanitaire » à l'heure même où les bombardements de ses Jaguars se déroulaient au sud de Bir N'zaren, au cœur des territoires libérés, c'est-à-dire bien loin des lieux d'implantation des « coopérants » français.

La consolidation de la mainmise de l'impérialisme français dans la région, et particulièrement en Mauritanie, a été préparée de longue date. A partir de janvier 78, la France a mis sur pied un dispositif logistique composé de matériel de guerre sophistiqué que les officiers et sous-officiers français ont naturellement à manier. Il s'agissait à cette date de reprendre en main tous les services secrets mauritaniens et de placer les militaires français dans les différentes régions pour arriver à encadrer et contrôler l'ensemble de l'armée mauritanienne qui est passée en deux ans de 2.000 à 20.000 hommes dont 11.000 dans le seul territoire sahraoui. Dans la même période, l'impérialisme fran-

(Suite page 2.)

## Nicaragua

Trois semaines de grève générale, un véritable soulèvement populaire : les formidables tensions explosives qui parcourent toute la zone des Caraïbes et qui ont leur point névralgique en Amérique Centrale éclatent violemment au Nicaragua. Le mouvement actuel est le couronnement d'un crescendo de luttes de masses, surtout urbaines, contre les effets de l'exploitation forcée de l'impérialisme yankee et ses comparses locaux (dont les Somoza ne sont que les ignobles pantins), mouvement qui avait touché également El Salvador et surtout le Guatemala (voir Le Prolétaire n° 270). Son importance est énorme, sous plusieurs aspects, et dépasse largement le cadre du pays, pour atteindre une portée non seulement régionale mais même continentale.

En effet, avant tout, il s'agit là des grondements avant-coureurs de la prochaine vague de mouvements sociaux qui devra tôt ou tard déferler sur l'ensemble du continent latino-américain, comme résultat de l'éclatement du système d'équilibre instable construit par l'impérialisme américain et les classes dominantes autochtones sur la base de l'expansion économique que la crise vient d'interrompre. Que la zone des Caraïbes ait été la première à brûler, ce n'est pas nouveau dans l'histoire : la vague anti-impérialiste qui s'est abattue sur l'Amérique Latine au lendemain de la deuxième guerre mondiale, profitant des brèches que celle-ci avait ouvertes dans les chaînes de la domination impérialiste avait bien commencé en Amérique Centrale. Et cela est parfaitement compréhensible : véritable colonie yankee, la région présente à un niveau extrêmement

(Suite page 2.)

## « Rentrée sociale »

# Des partenaires en or...

Des licenciements par fournées, des prix libérés, un « sauvetage » de la sidérurgie qui jettera à la rue 15 ou 20.000 travailleurs de plus, le million et demi de chômeurs dépassé, tandis qu'on soumet les actifs à des rythmes de production sans cesse plus durs et qu'on veut

réduire les congés-maladie par un contrôle policier... Et cependant, le patronat prévoit que la « période irréaliste » (Ceyrac) de calme social dont il s'émervillait au début de l'année, ne sera troublée par aucun mouvement de quelque ampleur.

Optimisme que pourrait justifier, malgré les matières explosives accumulées, le ton de la rentrée syndicale... si l'on peut même parler de « rentrée » : CGT et CFDT ont à peine sacrifié au rituel des discours batailleurs de septembre. Aucun projet d'action, aucune perspective ni objectif conséquents. Le « débouché électoral » s'est évanoui, aucun autre n'est évoqué, et la CGT met en garde contre toute nouvelle stratégie.

Pour l'immédiat, lutte contre le chômage et réduction de la durée du travail restent des vœux pieux, et la CFDT oscille entre le refus officiel des réductions de salaire et la reprise de ses propositions « réalistes » de l'automne dernier qui l'acceptaient bel et bien. Le duo est bien réglé : la CFDT vante l'action, non plus tellement dans les entreprises, mais « par branches » — entendez : en aucun cas générale! —, la CGT évoque mollement une action d'ensemble, « imaginative » (!), « souple » (faisons-lui confiance pour la souplesse!); mais elle ne va même pas cette année jusqu'à lui donner la forme d'une de ses chères journées d'action sans lendemain... Si un leitmotiv revient dans les discours et la presse des deux centrales, c'est celui du manque de combativité de la base, qu'il faudrait réveiller, ramener à l'« initiative » (Syndicalisme-Hebdo du 15 septembre) avant de lancer une action d'envergure.

Il ne faut certes pas sous-estimer le poids des facteurs matériels qui peuvent rendre les travailleurs hésitants face à l'attaque décidée du capital. Le chantage au chômage est une arme puissante entre les mains du patronat. Avec le cynisme propre aux périodes post-électorales, M. Barre avait déjà déclaré au printemps que ceux qui avaient la chance de travailler devaient déjà s'estimer contents; aujourd'hui, ce sont les patrons des chantiers navals qui refusent une augmentation de 3,7 % en prétextant la déconfiture... de Terrin!

Mais, si l'on nous accuse de surestimer la responsabilité des directions syndicales opportunistes, il suffit de rappeler, même en se limitant à ces derniers mois, le rôle actif qu'elles ont joué pour retarder la riposte ouvrière. Certes, une tête syndicale ne pourrait pas tout à elle seule, mais cette tête se prolonge en un puissant réseau paralysant, qui agit à tous les niveaux, avec des moyens multiformes pour maintenir la paix sociale.

La cascade des négociations-commissions de l'« ouverture sociale » a pu apparaître comme une simple comédie avec laquelle patronat et syndicats ont gagné du temps jusqu'aux vacances et paré à une éventuelle explosion après les élections. Mais, outre cette fonction bien réelle, elles ont permis au

patronat de faire des pas dans la direction conforme à ses intérêts. Les deux syndicats majoritaires ont bel et bien signé au moins les tiers des 42 accords de catégorie présentés, qui — comme l'a souligné Bergeron avec malignité — consacrent et consolident les disparités (envolé le SMIC unitaire, cheval de bataille électoral de tous les politiciens!), et maintiennent avec l'aval syndical des minimums garantis scandaleusement inférieurs aux besoins ouvriers (1.900 F par mois, par exemple, dans les industries laitières, et même dans la branche-pilote, la métallurgie, on n'a pas encore atteint les fameux 2.400 F).

Sous prétexte d'aménagement, voire de réduction de la durée du travail, le patronat a progressé aussi dans son projet de remise en question des 40 heures, projet dont il ne fait même plus mystère, et contre lequel les syndicats n'ont mené aucune campagne réelle.

Pour alléger ses frais d'indemnisation du chômage, il a entamé des négociations tortueuses, où la CFDT vient proposer d'ingénieux contre-plans. Mais que pourraient les plus ingénieux plans et contre-plans — à supposer même qu'ils s'inspirent des besoins de la lutte ouvrière — sans une mobilisation des travailleurs, sans leur pression effective? Or, qu'ont fait les centrales syndicales pour

(Suite page 4.)

# L'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption

(suite de la page 1)

l'Europe, et aux centrales de l'eurocommunisme ? on l'espère ici comme là-bas.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, c'est vers Camp David qu'ont été, pendant des semaines, braqués tous les regards pour voir Carter sortir du chapeau des « négociations » entre Israéliens et Egyptiens une annonce de paix qui promet aux Palestiniens un « autogouvernement » sous la haute protection des armées israéliennes — merci pour eux ! — et de pouvoir dire leur mot sur leur sort, mais pas avant cinq ans : on sait comment de telles promesses sont tenues, en se souvenant du Vietnam après la conférence de Genève...

Cependant, la tragédie de la résistance palestinienne se poursuit. D'abord décimée par les « frères » syriens (« je suis affligé », rien qu'affligé, avait déclaré Arafat au correspondant du Monde qui faisait allusion aux « hostilités en règle » entre les Palestiniens et l'armée de Damas, avant d'ajouter : « Grâce à Dieu nous sommes arrivés à un accord avec nos frères de Syrie ! »), ses restes sont maintenant liquidés par l'OLP elle-même, mère dénaturée dévorant ses propres enfants saignés par Israël et tout l'ordre international.

En ce qui concerne l'Afrique, l'Éthiopie pousse à fond sa tentative d'écrasement de l'Erythrée : celle-ci a perdu toute autre possibilité d'appui que celui de bourgeois encore plus coriaces que ses ennemis, alors que la chape de plomb des accords impérialistes au sommet cherche par l'emboîtement systématique des gouvernements et des États à refermer hermétiquement le couvercle sur les révoltes contre l'oppression, du Sahara à la Rhodésie, au Tchad, à la Namibie, en passant

par l'Angola et le Zaïre, mais dessous, la pression n'en continue pas moins de monter.

Pour ce qui est des rapports entre l'Europe et les États-Unis, les engagements de collaboration économique et financière pris solennellement à Brême et à Bonn sont une chose, la réalité de la dynamique financière en est une autre. Le dollar aurait dû freiner sa propre chute. Mais les USA ont tout intérêt à le laisser descendre encore, tout en lançant des avertissements sévères à l'Europe et au Japon pour que la « locomotive » américaine ne soit pas la seule à « tirer » l'économie mondiale et en menaçant de prendre des mesures protectionnistes (qui sont, en fait, déjà à l'œuvre). L'Europe fait la sourde oreille et poursuit son chemin : la création d'un nouvel empire Peugeot-Citroën-Chrysler, ou la tentative d'une « zone de stabilité monétaire européenne » — même si elle risque de ne rester qu'un vœu pieux — ne sont pas précisément des gestes de collaboration loyale avec Washington. Quant aux États-Unis, s'ils se réjouissent de la contestation en URSS et autres pays de l'Est, ils voient aussi le consensus en prendre un coup dans le monde occidental. Est-ce la faute de Carter, celle de Giscard, de Schmidt ? Non. Ce sont les contradictions internes du capital qui éclatent, indifférentes à la rotation rapide des individus qui croient diriger la barque du capitalisme.

Les mêmes contradictions éclatent à l'intérieur des pays — une chaîne interminable de pays dont ceux qui ont eu récemment les honneurs de la chronique ne sont que des symboles fugaces.

Nous avons déjà parlé de l'Iran, où depuis que le pétrole a jailli, la valse des pétrodollars en quête d'investisse-

ments s'est ajoutée à l'intérêt qu'ont les Américains à s'assurer un gendarme dans la région du Golfe Persique et de l'Océan Indien, pour accélérer la course à l'industrialisation. Cette année seulement, les USA ont vendu à Téhéran pour 18 milliards d'armements : ce n'est pas un hasard si Carter a parlé d'« inébranlable amitié » entre l'Iran et les États-Unis ». Pendant ce temps, comme en Égypte ou en Tunisie, mais sous une forme plus violente, « la réforme agraire » provoquant une chute vertigineuse de la production agricole aggravait la misère des masses chassées de la campagne.

Greffée sur le tronc de structures féodales, la « révolution bourgeoise par en haut » a détruit les précaires équilibres anciens, minant la base des vieilles classes dominantes, sans engendrer une bourgeoisie solide et capable. La brutalité du régime policier et la dureté d'un pouvoir totalitaire et centralisé — qui ont marqué la vie politique iranienne des dix dernières années — n'ont été que l'instrument nécessaire de l'accumulation primitive puis élargie du capital. Qui peut se substituer à ce pouvoir indissolublement lié au processus de développement capitaliste en Iran ? Celui-ci peut se donner un vernis libéral, mais ni les démocrates, ni les nostalgiques de l'orthodoxie islamique ne peuvent le remplacer. Et, comme en Égypte, c'est le sang des masses populaires, des sous-prolétaires et des prolétaires qui coule.

Le Nicaragua n'est qu'un petit point sur la carte du monde, mais c'est un maillon dans la chaîne des républiques des bananes, du café et autres (mais aussi minières), cette chaîne sanglante qui, partie des États-Unis, rejoint celle des Andes avec le Pérou et le Chili. Washing-

ton, qui a longtemps protégé les gouvernements de ces pays, est pris entre la nécessité urgente de se débarrasser d'eux et l'impossibilité de le faire sans provoquer le « chaos ». Le clan Somoza « en a assez » de sa tutelle, mais la population pressurée et opprimée en a encore plus assez des Somoza. Après le coup de main des « sandinistes » — qui ont dévoilé en même temps l'incapacité organique de la bourgeoisie locale à transformer en victoire politique le succès obtenu sur le terrain de la force, le bombardement aérien de la ville de Matagalpa a ajouté un nouveau titre de gloire à la démocratie d'Amérique Centrale. « Nous sommes désormais en guerre », disent les partisans de Somoza, et la guerre, on le sait, ne connaît pas de lois. Personne ne saura jamais combien il y a eu de morts...

★

C'est sur ce fond que se détachent aussi les luttes des mineurs péruviens et chiliens, l'« avalanche » de grèves aux États-Unis et surtout à New York, les manifestations contre la vie chère au Brésil, et même dans la très pacifique Australie. Le monde capitaliste est partout un volcan en éruption. Contre sa lave brûlante, le prolétariat mondial peut se défendre sur le terrain immédiat des luttes économiques ; il ne peut l'éteindre que par la lutte politique pour abattre le règne immonde du capital.

C'est du sous-sol de la société bourgeoise parcourue de soubresauts incessants que monte le cri : « Révolution et dictature du prolétariat ! Communisme ! » C'est de ses entrailles que naît l'impérieuse nécessité d'une nouvelle société et de la lutte pour l'instaurer, que le prolétariat est seul à pouvoir diriger.

## L'impérialisme français au Sahara

(Suite de la page 1)

çais a projeté l'installation de radars le long de la frontière nord de la Mauritanie pour contrecarrer les infiltrations de combattants sahraouis. Ces radars devaient être reliés aux centres de transmission commandés par des instructeurs français et devaient repérer tous les mouvements dans un rayon de 20 à 30 km. Le centre de transmission aurait à répercuter l'information sur les bases françaises de Ouakam (Sénégal), Nouadhibou et Atar (lieu de stationnement de l'école inter-armes française) où la piste d'atterrissage a été rallongée pour permettre aux appareils français de s'y poser (les Jaguars connus pour leur résistance aux SAM 7 dont disposent les Sahraouis).

Les derniers développements auxquels on assiste dans cette région montrent que les efforts de l'impérialisme français pour se donner une base de frappe plus redoutable n'ont pas été vains. Le fait que le coup d'État survenu en Mauritanie le 10 juillet ait totalement surpris Rabat et Alger prouve bien s'il en était encore besoin que Paris joue un rôle décisif dans la région. Il fut un temps, en effet, où les déclarations « guerrières » de part et d'autre de la frontière algéro-marocaine laissaient supposer une plus grande marge de manœuvre pour Rabat et Alger.

Le changement survenu en Mauritanie — qui ne peut pas avoir eu lieu sans l'accord de Paris — est loin d'être un fait isolé. Au contraire, il s'inscrit dans un cadre plus général, celui de la recherche d'un « règlement » du conflit du Sahara occidental que Paris tient à dicter dans toutes ses formes et ses étapes et dont il aura à tirer le plus gros profit.

La présence au sein du nouveau gouvernement mauritanien de personnalités liées aux tribus sahraouies a sans doute été décidée par le gouvernement français pour favoriser d'éventuelles négociations et compromis avec le Front Polisario.

L'intérêt considérable qu'accorde l'impérialisme français à un compromis dans le conflit du Sahara occidental saute aux yeux si on tient compte de l'aspect économique des relations franco-algériennes. En effet, le gouvernement français ne peut que s'inquiéter devant les progrès enregistrés par les USA et la RFA dans leurs échanges commerciaux avec l'Algérie. En 1976, les USA ont absorbé 42,9 % des exportations algériennes, soit une augmentation de plus de 25 % par rapport à l'année précédente. La valeur des ventes allemandes a augmenté entre 1976 et 1977 de plus de 65 % alors que celle des ventes françaises n'a augmenté durant la même période que de 19 %. Le volume des contrats conclus entre l'Algérie et les firmes françaises est passé de 7 milliards en 1975 à 1,75 milliard en 1976 pour atteindre seulement 2 milliards en 1977. En 1977, la France a dû céder la place de premier partenaire commercial de l'Algérie aux USA.

L'impérialisme français est d'autant plus intéressé au rétablissement de ses relations privilégiées avec Alger que la bourgeoisie algérienne se prononce à son tour pour le retour dans l'orbite française. En effet, Alger a besoin que les organismes français puissent assouplir les conditions de crédits accordés aux entreprises algériennes pour compenser son déficit commercial en plus du fait que les Algériens ne sont pas très enthousiasmés par le partenaire américain qui s'est avéré en fin de compte très difficile (fluctuation du dollar, contrats devenant caducs comme celui d'El Paso 2 qui portait sur une livraison de 10 milliards de m3 de gaz par an à partir de 1981).

Il n'est donc pas étonnant que ce soit à Paris que se sont déroulés jusqu'à présent les divers contacts devant aboutir à l'ouverture de négociations entre les différentes parties engagées dans le conflit du Sahara occidental, ni que les consultations entre Houphouët-Boigny et les envoyés marocains, algériens et sahraouis aient été justement précédées par les consultations entre Houphouët et Giscard.

Le plan Houphouët élaboré à Paris prévoit déjà que « Marocains, Algériens, Mauritanien et Sahraouis doivent se réunir quelque part en Europe pour discuter d'une issue pacifique de l'affaire du Sahara » (*Afrique Asie*, n° 168-169 du 4/9/78).

Suivant ce plan, le territoire du Sahara occidental serait mis sous la tutelle de l'ONU durant un certain nombre d'années, c'est-à-

dire le temps de « bien préparer » le référendum sur l'autodétermination des populations sahraouies avec « l'évacuation des troupes étrangères » qui surviendrait après l'instauration du cessez-le-feu bien entendu. Il semblerait que Français, Mauritanien, Algériens et Sahraouis soient d'accord avec les grandes lignes de ce plan.

Hassan II vient de proclamer cependant que « Rabat ne tolérerait pas l'établissement de frontières autres que mauritanien au sud du Maroc » et a exclu ainsi « la transformation en un mini-État sahraoui de la portion de l'ancien Sahara occidental attribué à la Mauritanie » (*Le Monde* du 27-28 août 78). Mais « l'intransigeance » d'Hassan II sera certainement de courte durée, d'abord parce qu'il n'a pas les moyens de payer le prix d'une attitude qui mettrait dans l'embarras l'impérialisme français vu l'extrême dépendance financière du Maroc vis-à-vis de celui-ci et puis parce que les USA, qui ont jusqu'ici tacitement soutenu le Maroc dans son entreprise d'annexion du Sahara occidental, auront de moins en moins intérêt à défavoriser une bourgeoisie algérienne qui manifeste chaque jour sa volonté d'ouvrir en grand son marché aux capitaux américains. Si bien que s'il fallait malgré tout une guerre pour décider le Maroc à céder quelque chose, l'impérialisme français pourrait accroître grâce à elle son rôle d'« arbitre » entre Hassan et Boumediène.

Le renforcement de la position de l'impérialisme français dans cette région lui est d'autant plus vital qu'à partir du Sahara occidental il pourra pratiquement reconstruire ce qui a été détruit par la vague révolutionnaire qui a secoué les colonies portugaises : la perte des îles du Cap Vert qui abritaient l'une des plus importantes bases de l'OTAN et constituaient la seule escale « visible » en Afrique de l'Ouest pour les avions sud-africains, et la perte du contrôle des îles des Açores qui permettaient le contrôle aérien et naval de l'Afrique. En effet, à partir du Sahara occidental, l'impérialisme français ne sera pas loin des bases américaines situées à proximité des îles Canaries (sud de Tenerife, Las Palmas, sud de la Grande Canarie en rapport avec la base de Kénitra) et aura facilement sous son contrôle les gros pétroliers qui doivent emprunter la route du Cap et passer au large des côtes sahraouies pour se rendre en Europe.

Si la querelle entre le Maroc et l'Algérie au sujet du Sahara est une querelle de brigands, la vraie portée de la résistance sahraouie aura été de dévoiler qui est le véritable maître de la région, l'impérialisme français. L'isolement de la lutte aura permis qu'il revienne en force dans la région, où la paix qu'il concocte est encore pire que la guerre pour les masses exploitées.

## Nicaragua

(Suite de la page 1)  
aigu les antagonismes caractéristiques de l'Amérique Latine.

Autre aspect : on voit se profiler dans le miroir nicaraguayen le futur alignement des forces politiques du continent, dont une partie commence déjà à se préparer dans le but de prévenir l'incendie social. D'un côté, les masses déshéritées et prolétariées, qui se lèvent dans un magnifique élan ; de l'autre l'ensemble des forces de la démocratie, auxquelles se rallient à la dernière minute même des secteurs conservateurs et réactionnaires des classes dominantes. Des forces dont le réformisme de jadis (qui n'était plus qu'une misérable prétention à marchander avec l'impérialisme et les oligarchies locales une place plus confortable dans le statu quo), usé par son impuissance congénitale, est devenu un simple facteur de conservation sociale. Le drapeau qui les unit toutes, c'est le renversement des « dictatures », des « tyrannies ». C'est vers le seul but de remplacer la dictature de Somoza que toutes les forces politiques du Nicaragua — de l'Eglise au PC, du patronat qui s'est joint unanimement à la grève générale (on aura tout vu !) jusqu'au Front Sandiniste — essayent de canaliser la révolte des masses laborieuses. D'ailleurs l'impérialisme américain lui-même n'est pas hostile : une preuve incontestable en est qu'il a accepté que le gouvernement de Panama reçoive les guérilleros du Front sandiniste qui avaient réalisé la spectaculaire prise d'otages de parlementaires. Et si tous se lancent dans cette Sainte Croisade contre l'affreux dictateur et pour la démocratie, c'est pour mieux empêcher que les masses se jettent contre l'ordre économique et social qui les étouffe, un ordre que ces braves démocrates ont aussi fait leur.

En l'absence du parti révolutionnaire du prolétariat, la manœuvre pourra réussir dans l'immédiat. Somoza et ses homologues d'Amérique Latine tomberont, ou, comme pour le franquisme espagnol, deviendront subitement les promoteurs de la démocratie. Mais ces manœuvres contre-révolutionnaires ne réussiront cependant jamais à effacer les violentes contradictions qui, au contraire, ne feront que s'accumuler toujours plus, sous les ailes même de Sainte Démocratie, pour exploser de nouveau avec encore plus de force.

**SOUSCRIPTION INTERNATIONALE pour les grévistes de l'Ascon (Espagne)**

Les versements sont à envoyer à notre journal qui transmettra au Comité de grève.

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 27-28 (juin-novembre 1978) de

### EL PROGRAMA COMUNISTA

- La evolución de las relaciones interperialistas desde la última guerra.
- Cuestión femenina y lucha de clase.
- Las proezas del marxismo universitario : a propósito de las obras de Baran y Sweezy.
- El « pensamiento de Mao » : expresión de la revolución democrático-burguesa en China y de la contrarrevolución anti-proletaria mundial (I).
- Acerca de la revolución en América Latina.
- El programa del Partido.

# L'organisation du Parti dans les usines (2)

(Rapport à la Réunion Syndicale Centrale du Parti de juillet 1978)

(Le début de cet article a paru dans le n° 272 du Prolétaire.)

\*\*\*

Il serait absurde aujourd'hui — dans la mesure où nous voulons chercher à préciser quelques règles élémentaires d'organisation

que le Parti doit se donner dans les usines — de calquer telles quelles les directives de 1921. Et cela pour plusieurs raisons.

D'abord parce que le support quantitatif indispensable pour les réaliser est absent, le Parti étant réduit à sa plus simple expression.

## La situation aujourd'hui

Ensuite parce que la situation sociale est complètement renversée par rapport à ces années-là. Les communistes travaillaient alors dans des organisations syndicales qui, malgré leur direction opportuniste, reconnaissaient peu ou prou la nécessité de lutter contre le capitalisme pour défendre les conditions de vie et de travail des masses exploitées; même les directions réformistes et opportunistes n'étaient pas encore allées jusqu'à formuler de façon ouverte et déclarée un programme de collaboration de classe.

Enfin, dans le premier après-guerre, il existait de vastes couches prolétariennes prêtes non seulement à la lutte de classe dans son aspect de résistance syndicale immédiate, mais aussi à la lutte pour défendre les perspectives et les indications politiques préconisées par les communistes comme solution définitive au conflit de classes.

Aujourd'hui l'action des communistes ne peut pas être uniquement consacrée à l'importation dans les masses travailleuses du programme révolutionnaire; elle doit aussi contribuer à un travail de pure et simple organisation de défense. En effet, les syndicats existants ont abandonné explicitement tout caractère de défense de classe du prolétariat et se sont voués entièrement aux intérêts de l'économie nationale et à la sauvegarde des institutions sociales et politiques qui, en dernière instance, incarnent le pouvoir de la classe dominante. A présent, avec l'aggravation de la crise, quelques franges prolétariennes commencent à réagir devant le désarroi général provoqué par le comportement ouvertement collaborationniste des syndicats. Ce ne sont pour l'instant que de faibles étincelles que les militants communistes ont cependant le devoir d'alimenter, là où ils sont présents.

## Le groupe communiste

Etant donné la différence totale de situation par rapport aux années 20, il est clair que l'organisation d'usine du Parti ne peut se proposer de se lancer à la conquête des organismes syndicaux actuels. Le travail essentiel à développer aujourd'hui est précisément celui de propager sur les lieux de travail, dans les usines, mais aussi au dehors, dans tous les milieux prolétariens, les objectifs de classe même les plus élémentaires, en contribuant à la création d'organismes aptes à les imposer, qu'ils se forment au sein des actuelles structures syndicales ou en dehors.

Voilà la tâche à laquelle doivent se consacrer les communistes révolutionnaires dans les usines, parallèlement au travail normal de propagande et de prosélytisme des positions politiques du marxisme révolutionnaire. Pour cela, partout où notre présence les rend possibles, il est normal qu'existent les Groupes Communistes d'Usine, indépendamment de l'importance de nos forces. Bien qu'avec des objectifs différents selon les situations — en 1921-22 par exemple, il existait un réseau syndical à pénétrer ou tout simplement à conquérir — le Groupe Communiste doit être comme alors, le « bras séculier » du Parti sur les lieux de travail.

A cet organisme strictement politique adhèrent les militants et les sympathisants proches de la ligne générale du Parti qui travaillent dans une même usine ou établissement, ou sur un territoire donné. Il lui appartient de diffuser parmi les ouvriers les positions politiques et syndicales du Parti, c'est-à-dire, surtout mais non exclusivement, de faire œuvre de prosélytisme et de diffusion de la presse, d'une part en prenant appui sur des faits inhérents à la condition

## Un courant classiste

Aujourd'hui, la tâche est bien plus vaste : à la question de savoir si la tactique du Parti peut être ou non la répétition de celle qui en 1922 prit la forme d'une Alliance du Travail entre les diverses organisations syn-

dicales, une analyse même superficielle permet de répondre négativement.

Qu'est-ce que cela signifie sur le terrain du rapport entre les ouvriers communistes (adhérant à la ligne du Parti) et le reste de la masse susceptible de se mettre en mouvement, bien que de façon non permanente et non conséquente, pour la défense de ses propres intérêts immédiats? Comment doit-on organiser ces poussées, plus ou moins larges?

Notre tâche n'est pas tant d'anticiper sur la création d'organisations définitives que d'indiquer des objectifs classistes qui permettent de contribuer à la naissance et au développement de formes organisatives correspondantes, à l'intérieur ou en dehors du réseau que le syndicat, en fonction de la poussée réelle, pourra être contraint de fournir. C'est pourquoi ce que nous pouvons appeler le réseau de sympathie que nos militants ont conquis dans l'usine, le lieu de travail, ne pourra qu'exceptionnellement prendre la forme stable d'un réseau à nous. Plus généralement, il aura une forme fluide, ouverte à la constitution d'un véritable courant classiste vivant d'une vie propre, indépendante du parti sur le plan organisationnel; il constituera l'embryon d'un organisme à finalité économique, « syndicale », dont la fonction sera de stimuler la vie de classe dans le syndicat et, en même temps — et à condition qu'existent dans la classe ouvrière de réelles tendances dans ce sens —, de constituer des réseaux extérieurs au syndicat sur des plates-formes revendicatives larges. Que ces derniers prennent une forme perma-

nente ou non, cela ne dépendra pas de nous, mais des faits réels.

Dans tout ce qui a été dit jusqu'à présent, on a pris en compte le fait que dans la lutte syndicale, l'intérêt fondamental du Parti est que ses mots d'ordre de lutte classistes soient entendus par la classe ouvrière indépendamment du fait qu'ils soient avancés par ses militants (comme c'est généralement le cas) ou non. Comme on l'a souvent relevé, cette affirmation semble s'opposer à l'intérêt du Parti en tant qu'organisation du point de vue le plus immédiat, étroit, et donc non dialectique. Mais en réalité il n'en est rien, parce qu'elle dérive de la reconnaissance objective des voies à travers lesquelles la lutte de classe doit nécessairement passer.

En effet, le problème de fond c'est précisément la constitution d'organisations syndicales qui aient comme base d'agrégation des revendications de classe et non telle ou telle organisation politique. Cela reste vrai même si nous sommes convaincus, nous, que les revendications de classe ne trouvent leur complète affirmation que dans la direction du Parti révolutionnaire marxiste. Mais cette direction du Parti se conquiert dans le cours de la lutte par la réalisation de revendications qui tendent vers leur propre dépassement et non en superposant de façon mécanique une direction politique à la direction immédiate.

Il s'ensuit que la sympathie que recueillent, dans une usine donnée ou une catégorie, les revendications avancées par nos camarades, ne peut permettre une organisation que sur le plan immédiat dans le but de constituer une tendance sur le terrain revendicatif. Il faudra expliquer qu'il ne s'agit pas de la constitution d'un syndicat dirigé par le Parti à l'intérieur d'un syndicat dirigé par l'opportunisme, mais qu'il s'agit d'une contribution claire et explicite à l'organisation des ouvriers sur la base d'exigences de classe ressenties par eux. Il nous paraît important de souligner ce point parce que dans des situations données, il semble « automatique » aux camarades d'assumer en même temps que leur rôle politique, le rôle de « points de référence » pour toutes les questions possibles, ce qui leur donne l'impression d'exprimer déjà une unité entre les deux niveaux de luttes, politique et économique. Mais cette unité est en eux en tant que

## La fonction des sympathisants

Dans certaines conditions et selon la situation qui règne dans l'usine, il n'est pas toujours possible d'élargir l'influence du Groupe Communiste pour constituer un réseau ou de véritables organismes sur le plan revendicatif. Dans ce cas, la tendance des ouvriers est de confondre l'organisation du Parti dans l'usine et la formation de leurs organes immédiats. La tâche des camarades sera d'expliquer les diverses fonctions et d'éviter de concevoir le travail syndical à travers la pure et simple expansion politique du « noyau » même du Parti (dont on sait qu'elle suppose l'acceptation de tout le programme politique).

Dans le travail à l'intérieur de l'usine, au contraire, on doit parvenir à une « décantation » afin que soit claire d'un côté l'adhésion politique au Parti et de l'autre la sympathie envers son action (il n'est pas dans nos habitudes d'« arracher » des adhésions); nous savons bien que la possibilité d'organiser de nouveaux éléments, y compris ceux qui sont d'accord avec nos positions syndicales, varie en fonction des situations et qu'elle se présente souvent comme la maturation de forces potentielles, futures, qui ne peut être que le fruit non immédiat d'un travail de longue haleine. Si donc la « sympathie » naît exclusivement sur le terrain revendicatif, on doit travailler, tout en montrant clairement que cela ne signifie pas « dépendance » par rapport au Parti, dans le sens d'un élargissement aux travailleurs sans Parti ou appartenant à d'autres organisations politiques.

Dans ce regroupement plus vaste, les sympathisants de notre ligne syndicale (qui ne sentent pas encore le besoin d'adhérer à notre ligne politique) peuvent jouer un rôle important en direction du travailleur attiré épisodiquement par notre langage sur des questions revendicatives précises. En d'autres termes, il est de notre devoir de donner une large place au travail que le « sympathisant syndical » est disposé à faire, sans lui conférer cependant le titre de « militant syndical du Parti ». Une telle fonction ne peut exister. Il est — s'il ne sent pas le besoin de faire un autre pas politique — le militant d'une tendance syndicale de classe, à laquelle il s'agira, dans le cours du développement réel, de donner une forme organisée.

Ce regroupement de « sympathisants syndicaux » a été appelé, d'autres fois, groupe syndical pour le distinguer du groupe communiste. Mais ce serait, nous semble-t-il, une erreur que de considérer le premier

révolutionnaires, alors que dans la classe elle n'est pas donnée mais seulement réalisable au terme d'un long processus. On ne doit pas tomber dans l'illusion que l'on peut tout seul, en tant que communiste révolutionnaire diriger les luttes, sans la constitution de tendances de classe généralisées. Ce serait reprendre à vide le schéma valable en 1921-22.

Il s'agit de comprendre que le prosélytisme et l'agitation politique d'une part, et l'agitation sur des revendications immédiates de l'autre, se situent à des niveaux différents. Le problème pour nous, n'est pas de « choisir » entre les deux niveaux, mais de nous rendre capables de comprendre quand nous devons pousser dans un sens ou dans l'autre, ce qui ne dépend pas de nous mais des conditions objectives. Ce que nous devons savoir, c'est que ces tâches doivent être remplies toutes les deux.

En conclusion, le Parti apparaît dans l'usine par le Groupe Communiste qui regroupe les militants ainsi que les sympathisants proches, et qui dépend étroitement de la section territoriale, dont une des fonctions est de coordonner l'activité des divers groupes d'usine. C'est à cette organisation que doit se référer chaque militant travaillant soit dans le syndicat, soit dans des regroupements ouvriers, pour avancer un ensemble de revendications classistes qui ne sont pas celles du Parti exclusivement, mais représentent une contribution à la formation d'une alternative à la ligne syndicale collaborationniste. L'expérience récente montre que ce travail a souvent un caractère éphémère et que parallèlement, et tout aussi souvent, il prend des aspects velléitaires, parce qu'il est difficile de faire une analyse correcte des facteurs en jeu; mais tout cela n'empêche pas, au contraire, que l'intervention, même sur le plan directement organisationnel, soit pour nous indispensable.

Une tendance de ce genre ne peut assumer de rôle précis et délimité, se donner une publication périodique, etc., que si elle atteint une certaine stabilité, critère sur lequel doivent se fonder les camarades pour en promouvoir le développement. L'important est que la ligne de base soit claire et précise et qu'elle ne soit pas liée à des intérêts de durée éphémère, ce qui ne veut pas dire qu'on doive les négliger, mais simplement qu'on ne peut fonder une organisation durable sur eux.

comme un organisme dépendant du Parti sur le plan syndical bien qu'il n'organise pas des militants du Parti; ce serait reproduire, en petit, ce qui ne pourra être que l'aboutissement du travail dans le syndicat ouvrier, c'est-à-dire la conquête de sa direction par le Parti de classe. Un tel groupe deviendrait ainsi un organisme respectant une discipline précise envers le Parti mais sur le seul terrain syndical. Nous nous trouvons ici dans une contradiction.

Celui qui accepte la ligne syndicale du Parti n'est pas un membre « à moitié » du Parti car celui-ci ne se définit pas par un caractère « syndical », mais travaille afin que s'élargisse une base syndicale ouvrière dans laquelle toute son action de Parti puisse trouver un terrain fertile. Le processus de formation d'organismes intermédiaires a un caractère complexe, mais est inévitable et n'obéit pas à des schémas préétablis.

C'est pour cela que le groupe syndical tel que nous l'avons caractérisé, et qui a été utile pour affirmer le caractère différencié et spécifique du travail du Parti sur le terrain des luttes économiques, se présente, au moment où les premiers résultats pratiques de ce travail se font sentir, comme un obstacle à l'élargissement de la base syndicale « ouverte » du Parti. Comme forme organisationnelle strictement délimitée, il présuppose en effet l'existence d'une structure syndicale dans laquelle il pourrait jouer le rôle d'une organisation sympathisante communiste; et nous avons vu que c'est précisément cette condition qui fait défaut aujourd'hui.

Par conséquent, partout où des « groupes syndicaux » de ce type existent, ils doivent être élargis de façon à permettre l'adhésion de tous ceux qui acceptent nos revendications, tandis que, dialectiquement, doit davantage prendre forme une activité régulière du groupe communiste en tant que tel. Nous devons souligner les aspects généraux de nos revendications, indépendantes de tel ou tel parti, afin de favoriser la naissance d'organismes syndicaux les plus vastes possible et susceptibles de « s'allier » et de « fusionner » avec d'autres semblables.

Le Parti doit donc se fixer comme tâche d'analyser avec soin les formes que notre action pour prendre sur ce terrain dans le respect de nos principes et de la perspective historique révolutionnaire. Pour cela, il s'agit d'entreprendre systématiquement l'étude de toutes les expériences passées concernant le travail des révolutionnaires dans les organisations immédiates afin de les capitaliser.

(A suivre.)

## programme communiste

N° 77

- L'agression française en Afrique aura son retour de flamme.
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe.
- L'Afrique, proie des impérialismes :  
II. L'exploitation financière de l'Afrique.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale. — VI. La polémique Préobrajensky-Boukharine.
- Sur la révolution en Amérique Latine.

# Organisations immédiates et parti politique

Une lutte plus que séculaire du mouvement prolétarien a déjà donné naissance à toute une gamme d'organisations ouvrières, et la liste est loin d'être close. Cela ne signifie nullement que l'on doit confondre les terrains sur lesquels elles prennent naissance, leurs fonctions respectives et l'aptitude de chacune à répondre aux besoins du mouvement prolétarien.

En gros, la lutte économique, qui est une **lutte quotidienne de défense**, qui naît comme une lutte contre les effets du capital et non ses causes, a donné lieu à une série d'organisations, des comités d'action ou de grève, des conseils d'atelier ou d'usine, et d'autres encore, plus stables, comme le syndicat de métier ou d'industrie, jusqu'aux formes les plus centralisées, les fédérations d'industries, les unions locales et régionales, les Bourses du travail, etc.

Le parti politique de classe pour sa part ne naît pas des **besoins de défense quotidienne**, mais du besoin de diriger l'insurrection, la dictature de classe et la destruction des vieux rapports sociaux. On adhère donc au parti sur la base de l'accord avec le programme de la révolution et non sur le critère de combativité dans les luttes immédiates.

Ceci n'empêche pas le parti d'intervenir dans les luttes et dans les organisations immédiates, bien au contraire : son intervention est indispensable pour renforcer ces luttes et ces organisations, leur donner le maximum de portée de classe, et centraliser les luttes que la classe mène sur tous les fronts en une lutte unique qui, à un certain moment, épaula la lutte révolutionnaire, lui sert de levier contre l'Etat.

Pour l'instant nous n'avons parlé que des organisations naissant de la lutte économique ainsi que du parti, organe politique par excellence. C'était pour mieux faire comprendre que le parti ne peut pas surgir de la

lutte économique, même s'il doit y conquérir une influence déterminante pour le succès de la révolution. Mais il existe aussi des organisations politiques qui naissent de besoins immédiats, à un moment donné, de la lutte des masses ouvrières, à savoir des organisations ouvertes à tout prolétaire non sur une base programmatique, découlant directement du programme révolutionnaire, mais sur une exigence immédiate de la lutte des masses ouvrières, ce qui n'empêche pas bien entendu que cette exigence soit contenue dans le programme du parti.

L'exemple historique et le plus élevé de tels organismes est le soviétique, en tant qu'organe exerçant le pouvoir politique prolétarien. Ensuite il y a les organes de prise du pouvoir ; dans la Russie de 1917, c'est le soviétique qui a rempli ce rôle ; en Allemagne, on pensait que les soviétiques n'auraient pas le temps de naître et que les conseils d'usine armés pourraient remplir cette tâche. En Italie, cette fonction politique de regroupement des prolétaires pour l'affrontement révolutionnaire aurait pu être jouée par les Bourses du Travail, ce qui montre que nous n'avons pas une vision figée et mécanique des choses. Ces organes territoriaux étaient nés en Italie de la lutte économique, mais ils furent hissés à une fonction politique par leur prédisposition naturelle à surmonter les barrières de catégorie ainsi que par une situation qui poussait au regroupement de la classe pour en découdre, à travers des luttes armées, même partielles et encore locales, avec l'Etat et ses forces, l'armée, la police, les fascistes, etc.

Nous reconnaissons que la lutte immédiate de défense peut prendre des caractères politiques, et que peuvent naître sur ce terrain des organisations qui n'ont rien d'économique, comme des organisations d'auto-défense qui ont pour tâche de résister aux forces

de l'ennemi. Mais ces organisations sont reliées à une **lutte de défense** qu'il nous semble dangereux d'appeler politique, telle quelle, sans préciser davantage. La lutte politique prolétarienne véritable est la lutte révolutionnaire, la lutte d'offensive politique contre l'Etat.

La lutte de défense n'est pas une lutte révolutionnaire, ce qui ne nous conduit d'ailleurs pas à la mépriser, pour la bonne raison que si la classe n'avait pas l'énergie de se défendre, elle serait plus encore incapable de passer à l'attaque.

Cependant si la lutte de défense n'est pas une lutte révolutionnaire, il est clair qu'il existe dans cette lutte deux politiques : d'un côté la politique trade-unioniste qui cherche à maintenir cette lutte dans les limites étroites de la lutte économique et ne considère la politique que comme un prolongement de cette lutte de défense ; cette politique, dans les conditions de l'impérialisme, de réformisme social systématique de l'Etat, de corruption opportuniste et social-impérialiste des bureaucraties syndicales et de relative stabilité d'une véritable aristocratie ouvrière, tombe nécessairement à la longue dans les mailles de l'Etat bourgeois. De l'autre côté, la politique communiste qui considère cette lutte de défense comme une « école de guerre » du communisme non seulement dans ce sens que la masse des travailleurs apprend à dépasser toutes les barrières de catégories et de nationalités, apprend à reconnaître ses amis et ses ennemis (l'Etat, l'opportunisme, etc.), apprend par expérience les limites de la légalité, du démocratisme, etc., mais aussi au sens où il se dégage une avant-garde ouvrière qui tend à se placer sur un terrain de lutte général contre le capitalisme et peut pour cette raison, converger avec le parti politique de classe dont les meilleurs éléments fourniront la chair et le sang.

## Le Comité de Coordination Sonacotra, vu (curieusement) par « Drapeau Rouge »

Il fallait ce long rappel pour s'y retrouver dans l'appréciation à donner du Comité de Coordination qui est bien une **organisation de défense immédiate**, mais qui naît sur un terrain original : la lutte à un pied sur le terrain économique du loyer — qui est un terrain accessoire par rapport au salaire — ce qui l'oblige à devenir un levier pour une lutte économique plus large, notamment dans les entreprises, sous peine d'asphyxie ; elle a l'autre pied dans la lutte contre la situation de persécution et de contrôle policier qui frappe les travailleurs immigrés, notamment grâce aux règlements des foyers, aux gérants racistes et à l'absence de droits. Cette lutte a là aussi un besoin pressant et massif de la solidarité de la classe ouvrière, en particulier des ouvriers français dans les quartiers et dans les entreprises, c'est-à-dire là où peut être surmonté le fossé entretenu entre les nationalités.

Or, une autre originalité de cette lutte est que, née d'une des catégories les plus exploitées et les plus opprimées et en partie sur un terrain qui, comme la grève des loyers, se prête bien moins à l'organisation solide que la grève pour le salaire, elle a donné naissance, grâce à l'exceptionnelle durée de la lutte et à son autre côté qui combat contre les discriminations, à une organisation centralisée nationalement qui se place potentiellement sur un terrain de classe et est, par conséquent, susceptible d'être fécondée par la politique révolutionnaire — mais aussi par la politique réformiste, car il n'y a aucune garantie, encore moins pour une organisation immédiate que pour le parti — ; et ce alors que sur le terrain de la lutte économique, aucune tentative pour se placer sur ce terrain n'a encore pu dépasser de façon stable, dans notre pays, à notre connaissance, que ce soit dans les syndicats ou en dehors d'eux, le niveau local ou même d'entreprise. Ce phénomène de l'immigration a projeté

dans la lutte prolétarienne, des masses encore riches d'une spontanéité révolutionnaire formée par la vague des luttes anticoloniales, tandis que les larges couches de la classe autochtone ont encore du mal, malgré des coups de tête généreux, à se mettre debout et à se débarrasser des mille et une entraves savamment tissées par plus de cinquante ans de défaite prolétarienne, de réformisme social, de domination opportuniste des organisations immédiates et de destruction systématique de toute vie de classe.

Il est donc tout à fait juste de dire que la bataille en cours aujourd'hui dans les foyers « est d'un enjeu important pour l'avenir de la lutte de classe. Ce qui est en jeu, c'est la survie, la consolidation du DEBUT D'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE » (**Drapeau Rouge** d'août 78). Cela, nous l'avons déjà dit de notre côté. Mais il est tout à fait faux de conclure que « la lutte des foyers, le Comité de Coordination participent à ce début d'organisation et d'ORGANISATION POLITIQUE de la classe ouvrière », comme le fait ce journal.

Certes, le fait que la lutte se soit donné une véritable organisation lui permet d'avancer des revendications qui intéressent toute la classe et prennent, dans ce sens, une **valeur politique**. Mais ceci est bien normal. Si, par hypothèse, les confédérations syndicales avaient une vie de classe, elles devraient faire de la lutte pour l'égalité des droits des ouvriers étrangers un point permanent d'agitation et de lutte. Ce n'est pas la nature de l'organisation qui est ici en cause mais son orientation. Et une organisation immédiate doit aussi avancer des revendications « politiques » — car la classe ne vit que d'une **seule vie** qui est en même temps économique, politique, théorique —, sans prendre pour cela la qualité d'organisation politique.

Le fait que « pour cette simple lutte revendicative [le Comité de Coordination] a eu à

faire face au Ministre de l'Intérieur, à la Justice, aux attentats racistes et, en plus de ça, aux tentatives de sabotage et de récupération des organisations dites de gauche », ainsi que le fait qu'il « a dû s'imposer y compris contre les organisations d'extrême gauche » ne prouve nullement que « par la force des choses, le Comité de Coordination est amené à être une organisation politique de la classe ouvrière ». Cela prouve d'un côté que la lutte, en cherchant foncièrement à s'appuyer sur **l'union des rangs prolétariens** et en subordonnant ses revendications et ses méthodes à cet objectif, se donne une potentialité de classe qui fait qu'elle se heurte à tout l'ordre établi et pousse toutes les forces à se prononcer par rapport à elle, et qu'elle oblige les dirigeants de la lutte à se donner une vision plus complète de la lutte de classe, qu'en d'autres termes elle exprime le besoin du **parti de classe** ; cela prouve d'autre part l'extrême confusion de **Drapeau Rouge** qui n'a d'autre programme à proposer à la classe que de suivre les contorsions des dirigeants officiels de Pékin et qui, devant la difficulté à expliquer en quoi ce programme est utile à la lutte, s'en remet à cette dernière pour régler tous les autres problèmes.

Cette position est stérile du point de vue du parti car jamais celui-ci ne naîtra des besoins et des « expériences » de la lutte immédiate. Mais nous ne nous en inquiétons pas s'il s'agissait seulement de cela car nous n'attendons pas le parti d'un tel groupe qui n'a aucune idée sur aucun point de théorie et de principe, sauf qu'il faut en changer tous les jours suivant le hasard des chocs entre les « trois mondes ». Mais en réalité, cette position est **néfaste à la lutte immédiate elle-même**, car en attendant d'elle ce qu'elle ne peut donner, elle y introduit la plus mauvaise politique qui soit, la politique de secte, celle qui change le terrain de la lutte, qui restreint ses bases et la ferme à la masse des travailleurs ou la referme sur elle-même. Et les voies qui mènent à ce résultat dommageable sont nombreuses ; il y a l'introduction de préalables politiques artificiels comme l'accord sur le rôle de l'opportunisme comme base de regroupement pour la défense immédiate ; il y a l'introduction d'une finalité que la lutte n'a pas, d'être une alternative à la forme syndicale (erreur dans laquelle tombe **Drapeau Rouge**, même si ce groupe reconnaît le besoin du travail dans les sections syndicales). Tomber dans ces erreurs, c'est faire un croc-en-jambe à la lutte ou la paralyser au moment même où la bourgeoisie la frappe et où l'opportunisme cherche à la fois à l'isoler, et à la pénétrer pour la stériliser.

### A NOS LECTEURS

Le compte chèque postal pour les versements de solidarité à destination du Comité de Coordination des Foyers en lutte a été mal indiqué dans le précédent journal. En voici le libellé exact :  
GISTI - CCP PARIS 30.182.02  
avec mention « Comité de Coordination ».

## Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 17 DE

### il programma comunista

- L'universo capitalistico è un solo vulcano in eruzione.
- L'alternativa proletaria ai « Sacrifici scelti o sacrifici imposti ».
- Berlinguer-Craxi : Avanti, si liquida ogni teoria.
- I minatori latino-americani all'avanguardia.
- Miele della dolcezza-Acciaio della forza.
- Praga 1968 : lo stalinismo dal volto umano.
- Buone notizie dall'America ?
- Fra avanzate e rinculi.
- Note internazionali.
- Asinara : carcerati e parlamentari.
- Solidarietà con gli operai dell'Ascon.

\*

## Le prolétaire

Supplément Suisse

SOMMAIRE DU N° 12

- A propos du référendum sur le Jura : Principes bourgeois contre internationalisme prolétarien.
- L'OCI ou l'éternelle hypocrisie du centrisme.
- OCCR : Misère du maoïsme.
- L'unique voie de l'émancipation du prolétariat.
- Politique conventionnelle.
- Manifestation du 26 août.

## Permanences du Parti

EN BELGIQUE

- A Bruxelles : le 2 jeudi de chaque mois, soit le 12 octobre et le 9 novembre, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 23 septembre et le 7 octobre.
- A Amiens : le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 10 à 12 h, place du Marché.
- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 7 et 21 octobre.
- A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.
- A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 24 septembre et le 29 octobre.
- A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
- A Lyon : le 1<sup>er</sup> vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 6 octobre et le 3 novembre.
- A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 15 octobre et le 19 novembre.
- A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

- A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

## A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur deux, de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), 75013 Paris, soit le 20 septembre, puis les 4 et 18 octobre, etc.

CORRESPONDANCE  
POUR LA SUISSE :  
Editions Programme,  
32, rue du Pré-au-Marché  
1004 Lausanne

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

## Des partenaires en or...

(Suite de la page 1)

empêcher l'isolement des chômeurs et leur permettre de serrer les rangs avec les travailleurs en activité ? Elles n'accordent même pas aux chômeurs et licenciés la possibilité de participer à une éventuelle vie syndicale, puisqu'ils sont rejetés hors des sections comme des pestiférés !

Les comités de chômeurs qui pouvaient constituer des pôles de regroupement ont été calomniés, dénoncés comme gauchistes, tandis qu'en milieu aseptisé, la CGT créait quelques comités-bidon où une poignée de militants du PCF se retrouvaient sagement entre eux... Contre les licenciements, les centrales syndicales déploient tous leurs efforts pour dresser les salariés à chercher d'abord le soutien des épiciers, maires, curés et pasteurs plutôt que celui de leurs frères de classe.

Toute action qui prend d'autres voies, comme la grève des auxiliaires PTT, ou la

grève Renault de mai-juin, est isolée et jugulée avec vigilance par ces pompiers sociaux. Et ils viennent ensuite ausculter la base, et se plaindre qu'elle ne veuille pas marcher alors qu'ils ne cessent de lui attacher des boulets aux pieds !

A Rennes, les ouvrières de la SPLI (textile), syndiquées CGT comprises, ont mis au panier les bulletins de vote avec lesquels les démocrates syndicaux voulaient, une fois de plus, étouffer une lutte vivante, après avoir cogéré les licenciements (le rêve du PCF) par dessus la tête des grévistes. Elles ont occupé les bureaux de la bonnerie aux cris d'« UD-patronat, même combat » ! Voilà la réponse que méritent les plaintes hypocrites des responsables syndicaux ! C'est contre eux et par-dessus leurs têtes que devront se rejoindre et s'organiser tous les travailleurs, syndiqués ou non, qui sentent le besoin de répondre unis à l'attaque du capital avec d'autres armes que les commissions tripartites et les calendriers de négociations.